

PREFET DES ARDENNES

PREFECTURE

Direction des relations
avec les collectivités locales

Bureau des relations
avec les collectivités locales

ARRÊTE N° 2015 - 816

Portant création d'une commune nouvelle

**Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

Vu la loi n°2015-292 du 16 mars 2015 relative à l'amélioration du régime de la commune nouvelle, pour des communes fortes et vivantes ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2113-1 à L.2113-22 et D. 2112-1 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret modifié n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux d'Amblimont (1er décembre 2015) et de Mouzon (2 décembre 2015) décidant de se regrouper pour créer une commune nouvelle ;

Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux d'Amblimont (1er décembre 2015) et de Mouzon (2 décembre 2015) approuvant le nom et le siège de la commune nouvelle ;

Considérant la volonté unanime des conseillers municipaux des communes d'Amblimont et de Mouzon de former une seule et même commune ;

Considérant que le projet de création d'une commune nouvelle constituée du regroupement d'Amblimont et de Mouzon a pour objet la rationalisation de l'action administrative et une meilleure gestion des services publics ;

Considérant que les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales pour la création d'une commune nouvelle sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Ardennes,

ARRETE

Article 1er :

Est créée, à compter du **1er janvier 2016**, une commune nouvelle constituée des communes d'Amblimont et de Mouzon.

Article 2 :

La commune nouvelle prend le nom de **MOUZON**.

Son chef-lieu est fixé au chef-lieu de l'ancienne commune de Mouzon, place de l'hôtel de ville - 08210 MOUZON.

Article 3 :

Les chiffres de la population de la commune nouvelle s'établissent à **2 423** habitants pour la population municipale et à **2 502** habitants pour la population totale (chiffres INSEE en vigueur au 1er janvier 2015 millésimés 2012).

Article 4 :

A compter de sa création et jusqu'au prochain renouvellement des conseils municipaux la commune nouvelle est administrée par un conseil municipal constitué de l'ensemble des membres des conseils municipaux des anciennes communes d'Amblimont et de Mouzon

Article 5 :

L'autorité compétente pour procéder à la convocation du premier conseil municipal de la commune nouvelle est l'ancien maire de la commune de Mouzon.

Article 6 :

Sont instituées au sein de la commune nouvelle les communes déléguées d'Amblimont et de Mouzon

Les communes déléguées d'Amblimont et de Mouzon disposent :

- d'un maire délégué désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle ; toutefois, jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal, les maires des anciennes communes en fonction au moment de la création de la commune nouvelle, deviennent de droit maires délégués ;

La commune déléguée d'Amblimont dispose :

- d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

Article 7 :

La création de la commune nouvelle entraîne sa substitution dans toutes les délibérations et dans tous les actes pris par les communes d'Amblimont et de Mouzon. Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire entre les parties. Les cocontractants sont informés de cette substitution par la commune nouvelle.

Article 8 :

Les biens, droits et obligations des anciennes communes d'Amblimont et de Mouzon sont dévolus à la commune nouvelle MOUZON dès la création de celle-ci.

Article 9 :

Le comptable assignataire de la commune nouvelle est le comptable de la trésorerie de Carignan.

Article 10 :

Les personnels en fonction dans les communes d'Amblimont et de Mouzon relèvent de la commune nouvelle dans les mêmes conditions de statut et d'emploi. Les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du 3ème alinéa de l'article 111 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Article 12 :

La commune de MOUZON sera membre de l'établissement public de coopération intercommunale suivant :

- La communauté de communes des Portes du Luxembourg

des syndicats de communes suivants :

- La fédération départementale d'énergies des Ardennes
- Le groupe scolaire de Mouzon
- Le S.I.A.E.P de la Valette
- Le syndicat de gestion et de valorisation de l'aérodrome de Douzy

et des syndicats mixtes suivant :

- Le syndicat d'eau et d'assainissement du sud-est des Ardennes
- Le syndicat mixte de gestion forestière de Mouzon

Article 13 :

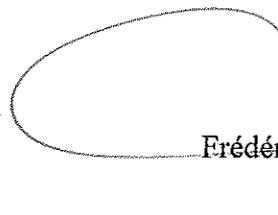
Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Sedan, les maires des communes d'Amblimont et de Mouzon sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale dont chacune des communes formant la commune nouvelle est membre, au président du conseil régional de Champagne-Ardenne, au président du conseil départemental des Ardennes, au président de la chambre régionale des comptes, au directeur des archives départementales des Ardennes, au directeur de l'institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), au directeur

départemental des finances publiques, à la directrice départementale des territoires, au directeur département de la cohésion sociale et de la protection des populations.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et des services déconcentrés de l'Etat et fera l'objet d'une mention au Journal officiel de la République française.

Charleville-Mézières, le 14 DEC. 2015

Le préfet,



Frédérique PERISSAT

Délais et voies de recours :

Dans le délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, peut être introduit, en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le Préfet des Ardennes 1, place de la Préfecture - BP 60002 - 08005 Charleville-Mézières Cedex

- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'intérieur, place Beauvau 75800 PARIS

- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, 25 rue du Lycée 51036 Châlons-en-Champagne Cedex

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai de recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.